

## Funestes religions

Les hommes ont inventé les dieux, pour tenter d'expliquer ce qu'ils ne comprenaient pas.

Puis progressivement, à mesure qu'ils exerçaient leur raison, la science s'est construite, dissipant peu à peu les ténèbres, **parvenant à expliquer de plus en plus de phénomènes, à maîtriser de plus en plus de forces, et remplaçant les mythes initiaux par une histoire du monde sans cesse plus perfectionnée, et jamais achevée.**

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les élites (les Lumières...) espéraient que les religions, ces béquilles devenues inutiles, et ayant fait la preuve de leur caractère néfaste, s'effondreraient rapidement. **Elles s'affaiblissent globalement, certes, mais encore trop lentement...**

De combien de guerres les religions n'ont-elles pas été la cause ? **Des Croisades, des guerres de religion du XVI<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux conflits entre Inde et Pakistan, entre catholiques et protestants en Ulster...**

Avec quelle énergie les religions ne se sont-elles pas opposées à la science (Galilée, Darwin...) et à la libéralisation des mœurs (combat contre la contraception, contre le droit à l'avortement, et même, alors que sévit la pandémie du sida, contre le préservatif ! ) ?

De quel poids le christianisme n'a-t-il pas pesé sur le gouvernement des Etats, dans le monde occidental, entre 380 (édit de l'empereur Théodose instituant le christianisme comme religion d'Etat) et, pour la France, 1905 (loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat) ?

Mais demanderont certains, le message du Christ, appelant à l'amour du prochain, à la tolérance et au respect de l'autre, relayé par l'appareil de l'Eglise, n'a-t-il pas eu un effet bénéfique sur l'Occident ?

**Voudraient-ils « dire par là que les hommes n'avaient aucun respect les uns pour les autres avant l'arrivée du Christ ? que Jésus a littéralement inventé la morale, le sens de la dignité ou la solidarité ? La chose paraît invraisemblable et même choquante. Tout autour du monde, on trouve des systèmes de solidarité et des règles de droit, de la considération pour les plus faibles et des devoirs entre membres de la même famille. Prétendre que le respect de la morale ou le souci de l'autre sont spécifiquement chrétiens, c'est faire preuve de l'ethnocentrisme le plus primaire »** [Nicolas Baumard, anthropologue, *Le Monde*, 25 décembre].

Le christianisme est moribond en France. Mais le **fondamentalisme chrétien reste encore vivace, et dangereux, aux Etats-Unis (Sarah Palin), au Brésil (il a pesé lors de la dernière élection présidentielle) et ailleurs...**

L'Islam semble en expansion. Mais les démographes observent une diminution très nette du nombre d'enfants par femme aussi bien dans les pays islamisés que dans les pays occidentaux, ce qui semble dénoter une moindre emprise de la religion.

La radicalisation religieuse d'une partie des populations **musulmanes trouve vraisemblablement son explication dans le point de fixation délétère que constitue depuis des décennies le conflit israélo-palestinien (Al Qaida est né du scandale, pour certains, de la présence américaine dans les lieux saints de l'Islam). Et, dans le cas de la France, pèse aussi beaucoup le fait que la guerre d'Algérie a longtemps été refoulée (il a fallu près de cinquante ans pour qu'elle soit abordée au cinéma). Mauvaise conscience des anciens colonialistes, racisme latent, le non-dit ne permet pas aux plaies de se refermer.**

Et même si l'immense majorité des populations musulmanes en France ne rêve que de pouvoir s'intégrer, c'est de la petite minorité intégriste que l'on parle le plus. Car elle « pratique la provocation, le harcèlement, la pression diffuse et multiforme, en testant sans relâche les défenses de la laïcité ». Pour cette minorité, « **la laïcité n'est qu'une idéologie concurrente de la leur, et contre laquelle, à ce titre, il leur paraît légitime de faire valoir leur droit à la différence** ». Comment leur « **faire comprendre que la laïcité n'est pas une vieille lune française, mais un principe universel de cohésion sociale, qui permet à tous de vivre ensemble au lieu de demeurer dans une simple relation de coexistence ?** » [Abdenour Bidar, professeur de philosophie, *Le Monde*, 21 décembre].

Chaque fois que les démocrates se taisent face à l'intégrisme ou cèdent aux « accommodements religieux », l'alternative nationaliste et xénophobe gagne du terrain. Le visage masqué dans les lieux publics, c'est intolérable. L'occupation des trottoirs au prétexte de prières, c'est intolérable.

**La République n'a pas à financer des lieux de culte.**

**Le président de la République n'a pas à rendre des visites, en notre nom, au pape. Et l'enseignement privé n'a pas à être encouragé au détriment de l'enseignement public laïque.**

Ne laissons pas les religions nous imposer leur loi.

## Bonnes nouvelles

**ONU.** L'Assemblée générale de l'ONU crée un « GIEC » de la **biodiversité**. Un groupe international d'experts, l'IPBES, va être constitué pour évaluer l'érosion des espèces et proposer des solutions. (*Le Monde, 22 décembre*).

**Inde.** Vers un **droit à l'alimentation** pour la population. Le Parti du Congrès, qui a promis de sortir le pays de la misère lors de sa reconduction au pouvoir en 2009, prépare une loi révolutionnaire, au moins en théorie : la garantie d'un droit à l'alimentation pour tous. Pour y parvenir, il faudra réformer les structures existantes.

A commencer par les magasins de rationnement, censés distribuer à des prix subventionnés du riz, du sucre, du blé, et même du kérosène, à ceux qui en ont besoin. Mais tous n'y ont pas droit. Certains économistes prônent une généralisation du système de distribution publique pour éradiquer la faim. La loi devrait être débattue au Parlement indien au printemps 2011. (*Le Monde, 20 novembre*).

**Italie.** Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les **sacs plastiques** sont **proscrits** dans les magasins italiens, et remplacés par des produits biodégradables. L'Italie consommait un quart des 100 milliards de sacs utilisés chaque année en Europe, importés principalement des pays asiatiques. (*Le Monde, 1-2-3 janvier*).

**Allemagne.** Une PME de la Saxe a élaboré des techniques de récupération innovantes de **terres rares**. Rappelons que a production de nombre de technologies nouvelles (écrans à cristaux liquides, cellules photovoltaïques et semi-conducteurs), y compris celles qui permettent de réduire les émissions de carbone (éoliennes, voitures électriques, ampoules basse consommation, etc.), requiert des métaux rares et précieux. Or, les réserves de ces éléments sont comptées, et leur recyclage reste presque inexistant (cf CMM n° 80).

Pékin (qui, avec 95 % de la production mondiale, dispose d'un quasi-monopole sur les terres rares) a réduit de 72 % les quotas à l'export des 17 métaux stratégiques au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2010... (*Le Monde, 31 décembre*).

**Chine.** Les autorités municipales de Pékin vont **restreindre le nombre** de nouvelles immatriculations **de voitures**. [enfin un mouvement qui va – timidement - dans le bon sens ... On aurait pu espérer qu'instruite par l'expérience des pays occidentaux la Chine éviterait les mêmes errements, et donnerait la priorité au développement du métro – plus efficace, plus économe en ressources, moins polluant...]. « Seulement » 240 000 nouveaux véhicules seront autorisés en 2011, un tiers du nombre de 2010.

Avec ses 4,8 millions de véhicules, la capitale ressemble quotidiennement à un vaste embouteillage. Elle détient le record des villes où l'on circule le plus mal au monde. La Banque mondiale a révélé que 16 des 20 villes les plus polluées du monde se trouvent en Chine. (*Le Monde, 29 décembre*).

## Justice et mémoire

En Argentine, le général putschiste Jorge Videla a été condamné à la prison à vie pour des crimes de la dictature (meurtres de 31 détenus politiques, ainsi que 6 enlèvements suivis de tortures. L'Archive nationale de la mémoire, liée au secrétariat d'Etat aux droits de l'homme, a identifié 10061 victimes de la dictature militaire. Ce nombre comprend 7680 disparus et 1378 victimes d'exécutions sommaires, auxquelles il faut ajouter 1003 plaintes partielles et incomplètes.

La justice française condamne 13 agents du régime Pinochet à des peines de prison. Le procès des responsables, absents, de la disparition de 4 Français après le putsch de 1973 au Chili s'est achevé à Paris le 17 décembre. Les généraux Manuel Contreras et Pedro Espinosa, chefs de la direction du renseignement national (DINA) ont été condamnés à la prison à vie. (*Le Monde, 19-20, 24 décembre*).

## Monde

**Afghanistan.** Le conflit en Afghanistan entre dans sa dixième année. C'est d'ores et déjà la plus longue guerre que les Etats-Unis ont jamais menée. A l'origine, il s'agissait, au lendemain des attentats du 11 septembre, de chasser Al Qaida (et plus particulièrement Ben Laden) d'Afghanistan. (*Le Monde, 18 décembre*). [Quels résultats catastrophiques ! Corruption, culture du pavot, retour en force des talibans... Que faisons-nous, nous Français, dans cette galère ? ]

**Mexique. L'horreur.** Dernière policière de Guadalupe (au nord du Mexique, à 5 km de la frontière avec le Texas), après la démission ou l'assassinat de ses collègues, Irma Erika Gandara, 28 ans, a été enlevée, jeudi 23 décembre, par une dizaine d'hommes armés. Cette localité se trouve au cœur d'une des régions les plus violentes du Mexique, où plus de 3100 personnes ont été assassinées en 2010. (*Le Monde, 29 décembre*). [Ce sont donc désormais les trafiquants de tous genres qui font la loi dans cette région déshéritée... ! Démission de l'Etat. Drame de la pauvreté et des inégalités].

**Grande Bretagne.** On est foutu, on mange trop. A peine croyable ! Le poids moyen des hommes britanniques a augmenté de 7,7 kg en 14 ans (entre 1986 et 2000), celui des femmes de 5,4 kg, selon une enquête de l'Université d'Oxford, publiée dans le *British Journal of Nutrition*. Alimentation trop riche, manque d'exercice. En 2008, 25 % des hommes étaient obèses en 2008, contre 7 % en 1997. (*Le Monde, 29 décembre*).

## France

**La cuisine française proclamée patrimoine immatériel de l'humanité.** L'historien britannique Stephen Mennell développe une thèse originale et intéressante : si les Français ont développé une cuisine beaucoup plus sophistiquée que les Anglais, c'est qu'ils ont fait la Révolution avec plus d'un siècle de retard. En France, la société de Cour a en effet constitué,

jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, une caste très visible, veillant jalousement sur ses frontières : la surenchère dans les consommations de prestige et l'étalage de goûts toujours plus raffinés s'avéraient l'instrument central pour marquer la différence avec les couches sociales immédiatement inférieures.

Dans la société anglaise, au contraire, après les guerres civiles du XVII<sup>e</sup> siècle, les limites plus imprécises de l'élite encouragèrent en son sein une interpénétration toujours plus poussée des modes de consommation, au point que la cuisine de la *gentry* et des paysans aisés en vint à y jouir d'un prestige propre. L'intérêt de cette approche, on le voit, est de montrer que le soi-disant génie culinaire français n'est pas dissociable d'une tendance, historiquement constituée en France, à faire des manières de table un outil de maintien des distances sociales et de restriction de l'accès au pouvoir. (*Alternatives économiques, janvier*).

*[Le paradoxe n'est qu'apparent, entre la généralisation en France de la « malbouffe », et le succès des magazines qui multiplient la présentation de recettes ultrasophistiquées : on fait croire aux lecteurs qu'ils sont incompetents en cuisine, et on les pousse à consommer des plats « tout préparés »... Tout bénéfice pour l'industrie agroalimentaire... et tant pis pour l'épidémie d'obésité !]*

## **Hortefeux, démission ! L'affaire de Bobigny est gravissime !**

Rappel des faits. Le 9 septembre, à Aulnay-sous-Bois, un policier est percuté par une voiture à la suite d'une course poursuite. Le chauffard est arrêté, tabassé, et placé en garde à vue. Le procès-verbal établit que l'homme a foncé avec la voiture sur le policier. En droit, cela s'appelle « tentative d'homicide volontaire sur un fonctionnaire de police. Un délit passible de la réclusion criminelle à perpétuité.

Sauf que... la vérité finit par éclater. Les sept policiers s'étaient accordés sur un scénario inventé de toutes pièces. La voiture qui avait percuté et blessé l'un d'entre eux était en réalité un second véhicule de police. Le procès-verbal était un faux. **Nos sept ripoux avaient choisi tranquillement de briser la vie d'un innocent.** Et d'user pour y parvenir de l'autorité que leur confère la loi. Voilà le crime, gravissime.

Le procureur de la République de Bobigny (rattaché hiérarchiquement au gouvernement) refuse de nommer un juge d'instruction, évitant ainsi la Cour d'Assises pour les policiers ripoux.

Pendant leur procès, deux cents policiers en uniforme, oubliant leur obligation de réserve, manifestent devant le tribunal de Bobigny en faisant hurler les sirènes de leurs voitures de fonction. L'un des policiers écope d'un an de prison ferme, les autres de 6 mois.

Un ministre de l'Intérieur normalement républicain aurait condamné le comportement des sept policiers d'Aulnay, qui entachent gravement l'honneur de la police, et demandé à leur égard la plus extrême sévérité. Au lieu de quoi, le ministre s'est permis de critiquer le jugement du tribunal de Bobigny, qu'il a qualifié de « disproportionné » ! Et le gouvernement a demandé au parquet de faire appel du jugement !

Un conseiller régional (Vert) d'Ile-de-France, Julien Bayou, a porté plainte (et invite chaque citoyen à porter plainte) contre Hortefeux, pour quatre motifs : ses propos jettent le discrédit sur une décision de justice ; ce discrédit est volontairement recherché ; ces commentaires sont de nature à exercer des pressions en vue d'influencer le jugement de la Cour d'appel ; ces propos portent atteinte à l'indépendance de la justice et sont de nature à remettre en cause la séparation des pouvoirs.

Il faut aussi rappeler qu'Hortefeux a été condamné par le tribunal de Paris le 4 juin pour propos racistes -injure envers un groupe de personnes en raison de leur origine (« quand il y en a un [Arabe], ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes ») ; et le 17 décembre pour avoir porté atteinte à la présomption d'innocence d'un ex-conseiller à la chancellerie, qu'il avait publiquement accusé d'avoir donné au *Monde* des informations dans l'affaire Bettencourt. (*Politis, 16 décembre, 6 janvier*).

## **Droit au logement**

Des familles mal logées réclament des **indemnités à l'Etat**. Le 18 novembre, le tribunal administratif de Paris a examiné le recours de trois familles reconnues prioritaires au droit au logement opposable (**DALO**). La décision a été mise en délibéré. Soutenue par l'association Droit au Logement (DAL) et la Fondation Abbé-Pierre pour le logement des défavorisés, cette action pourrait aboutir à la condamnation de la puissance publique. Et deviendrait un moyen de pression efficace pour faire appliquer une loi instaurée dans l'urgence et qui peine à tenir ses engagements.

Pour se payer un logement de **50 m<sup>2</sup> dans la capitale**, il faut environ 375 000 € soit **349 mois de SMIC**- plus de 29 ans !) « Nous sommes dans une bulle immobilière, alimentée, comme toutes les bulles, par la peur. La France détient, de manière ahurissante, le record de la surévaluation des logements, en regard des loyers et des revenus des ménages, eux-mêmes de plus en plus endettés ». (*Jean-Pierre Petit, président des Cahiers verts de l'économie*).

Les seniors urbains des classes moyennes supérieures n'ont jamais vécu aussi à l'aise dans des logements sous-occupés, le couple type de 60 ans vivant à deux dans un cinq pièces, alors que les jeunes familles sont tenues de s'entasser dans de petites surfaces. Une meilleure **taxation des résidences secondaires dans le tissu urbain** est de nature à apporter des ressources considérables tout en fluidifiant de nouveau le marché de l'immobilier. (*Louis Chauvel, sociologue*).

**Seulement 48 000 logements sociaux neufs** ont été livrés en 2008, alors que l'Union sociale pour l'habitat recensait, en 2006, 1,2 millions de ménages demandeurs, dont 650 000 postulants et 550 000 déjà locataires de ce parc. C'est le manque même de logements qui, depuis dix ans, a poussé les prix à la hausse. Le prix moyen du mètre carré a été multiplié par deux, entre 2000 et 2010, tandis que les revenus ne progressaient que de 45 %.

(*Le Monde, 28 juillet, 20 novembre, 23 décembre, 4 janvier*).

## **Aberrations écologiques.**

Pour les dernières heures de la **prime à la casse**, les concessions automobiles ont été prises d'assaut. Les constructeurs annoncent des commandes record en décembre 2010 par rapport à 2009 (30 % de plus pour Peugeot, 49 % pour Citroën, 46 % pour Renault). Ce dispositif aura coûté plus d'un milliard d'euros à l'Etat (510 millions en 2010 et 514 en 2009) (*Le Monde, 4 janvier*) [*Fera-t-on un jour le bilan écologique ? Il est certainement catastrophique... Même si les nouvelles voitures émettent moins de CO2 que celles qu'elles remplacent, le « gain » n'est certainement pas contrebalancé, loin s'en faut, par les émissions de CO2, le gaspillage de métal et d'énergie qui aura été nécessaire pour produire et transporter ces nouveaux véhicules...]*.

**Annecy** fait acte de candidature pour les **Jeux Olympiques de 2018**. Il faudrait, pour 15 jours d'éclat fugitif, subir les retombées négatives : bétonnage, gâchis d'argent public, perversion de l'idéal sportif... Dans un contexte de changement climatique, l'idée de développer les sports de neige apparaît tout à fait fantaisiste. (*Le Monde*, 5 janvier) [ quand on pense qu'on utilise des canons à neige pour fabriquer de la neige artificielle dans les stations de sport d'hiver, en France, aujourd'hui ! ]

**Ile de France. Semer à tout vent pour transformer les espaces urbains délaissés en mini-prairies :** le collectif Laissons pousser ! invite les habitants d'Ile-de-France à répandre des graines afin de garantir la diversité de la flore. A Nanterre, la municipalité organise régulièrement des « plantations collectives » sur des parcelles non bâties ou des réserves foncières... (*Le Monde*).

## Hauts de Seine

Pour lutter contre la formation de ghettos, la loi Solidarité et renouvellement urbain, votée sous le gouvernement Jospin, a posé le principe de la mixité sociale dans les agglomérations de France. Elle fixe l'objectif de 20 % de logements sociaux sur l'ensemble des résidences principales de chaque commune urbaine, à atteindre d'ici à 2020. « **Il reste encore 14 villes sur 36 dans les Hauts-de-Seine qui ne respectent pas la loi** », s'indigne Jacques Bourgoin, maire (PCF) de Gennevilliers, à l'occasion d'un rassemblement le 13 décembre, au pied du ministère du logement, pour célébrer les 10 ans de la loi SRU. « C'est une question de volonté politique. Ces villes pratiquent l'exclusion sociale et font tout pour ne pas construire de HLM, ou alors, un minimum ». Le département, parmi les plus riches de France, demeure profondément marqué par une coupure nette entre les villes populaires, où se concentrent les logements sociaux (Nanterre, Gennevilliers, Bagneux, Villeneuve-la-Garenne), et les communes bourgeoises (Neuilly-sur-Seine, Vaucresson, Marnes la Coquette, Ville d'Avray, Sceaux, Boulogne Billancourt, ...) qui ont tout fait pour limiter l'arrivée de populations peu fortunées. Le préfet souligne la rareté du foncier disponible pour des constructions : argument peu convainquant... La proportion globale des logements sociaux n'est passée, entre 2005 et 2010, de 25,44 % qu'à ... 25,87 % !...

Les communes qui n'ont pas tenu leurs objectifs de logements sociaux doivent payer une amende. Mais le préfet défalque de cette amende les investissements réalisés par chaque commune pour créer des logements sociaux. C'est ainsi que la commune de Neuilly (3,6 % de logements sociaux) a été exemptée de toute amende : sa pénalité potentielle de 3,33 millions d'euros infligée pour non-respect des seuils en 2010 a en effet été effacée par un investissement de 12 millions d'euros sur la période 2008-2010. « Nous n'édifions que 55 logements par an, dont 3/4 de sociaux », indique un porte-parole de la municipalité. Mais, par exemple, quand l'Ecole des douanes a quitté la commune, celle-ci n'a pas préempté le terrain, vendu au promoteur Cogedim... (*Le Monde*, 14 et 30 décembre).

## Courrier des lecteurs

**A. M.** merci pour ces petites brèves d'actu toujours très sympathiques.

**D.C.** j'ai lu cette livraison avec intérêt, comme d'habitude, et comme d'habitude, j'ai un désaccord avec M. X, qui cite J. Julliard " nous avons fait la courte échelle aux libéraux à notre corps défendant", et semble partager cet avis, en l'attribuant à la "tendance" majoritaire du parti "socialiste".

Ce n'est pas mon cas : depuis 1983 au moins, c'est **tout à fait consciemment** qu'une fraction croissante, et aujourd'hui très fortement majoritaire, de la direction de ce parti a très délibérément renoncé à l'idéal de transformation sociale et politique dont le PS avait fait l'essentiel de son identité jusque-là. Ce faisant, elle a, **toujours très consciemment**, épousé le dogme capitaliste dans sa version néolibérale, à l'instar de ses homologues socio-démocrates étrangers (Allemagne, Grande-Bretagne, Espagne, Portugal, Italie, etc.). J. Julliard, qui s'est fait très explicitement et **très consciemment** le champion de ce dogme (voir ses philippiques à la fondation Saint-Simon), fait mine de découvrir qu'il s'est gouré... et part chez Marianne, ce brûlot trotskyste : fichtre, quel revirement ! On nous l'a changé en bolchevik-avec-couteau-entre-les-dents, ma parole !

Bon, j'attendrai qu'il dénonce, par exemple, la position récente des "socialistes" du Parlement européen (dont il ne t'a pas échappé qu'ils se sont débaptisés en "démocrates", tout un programme...), qui ont tout récemment demandé une plus grande séparation entre les activités d'acheminement de voyageurs et de marchandises d'une part, et celles d'exploitation et de maintenance du réseau d'autre part, pour les chemins de fer, ou leur opposition farouche à ce que les budgets des Etats membres s'affranchissent de l'*imprimatur* préalable de la Commission, j'en passe et des pires. Je crains d'avoir à attendre très longtemps ces changements, de lui ou du parti "socialiste"...

**JCM.** Quelques remarques :

Il ne faut pas confondre division de la gauche et processus de vote à l'intérieur d'un parti de gauche. Si le second point n'est pas un problème, le premier est à l'origine de la "droitisation" générale. Les succès de la droite décomplexée doivent certainement davantage à l'appel d'air provoqué par l'absence de propositions en face qu'aux mérites intrinsèques de leurs idées (qui peuvent se résumer à : laissons faire le chacun pour soi, ainsi on est sûr que ce sont les plus forts - dont nous faisons partie - qui prendront le dessus).

Ligne 27 "traité constitutionnel". Je persiste à penser qu'il faut renforcer l'Europe, donc qu'il fallait voter "oui". Ce n'est pas parce qu'il y a une mainmise des ultra-libéraux à Bruxelles (payés par les lobbyistes américains ?) qu'il faut boudier. Il faut être présent pour la faire évoluer de l'intérieur. Les partis "eurosceptiques" sont souvent ce qu'il y a de pire en Europe (nationalisme étroit, xénophobie ...). Il faut espérer que la solidarité européenne va aider à lutter contre les spéculateurs de la finance mondialisée, sinon c'est la fin de l'Europe et de son modèle de civilisation (qui n'a pas comme ligne d'horizon de brûler les dernières gouttes de pétrole, en 4x4 surpuissants, sur des routes en ruine, bordées de mendiants).

Ligne 40 "prise de conscience de l'impératif écologique insuffisante ..." C'est un euphémisme... Il n'y a pas eu pire "productiviste" que les communistes et encore une bonne partie de la gauche aujourd'hui. La nature n'est ni de gauche ni de droite, ni du centre, elle est bien au delà de nos divisions byzantines.

Ligne 55 "autorité indépendante". Il est important pour la démocratie que des « autorités » soient indépendantes des partis, car la mainmise de certains partis sur la totalité des leviers du pouvoir, en certaines circonstances, conduit au totalitarisme. A condition que la composition n'en soit pas biaisée, ce peut être une barrière contre la dictature du court terme. Il est fondamentale que certaines instances, comme le Conseil Constitutionnel, soit autant que possible au dessus des partis (statuts des membres, durée du mandat ...). De même la justice doit être indépendante de l'exécutif. Ceci est bien expliqué dans le livre de Pierre Rosanvallon "la légitimité démocratique".

Le droit de vote est un composant indispensable de la démocratie, mais il ne peut suffire à lui tout seul (Hitler, Berlusconi, et d'autres... ont été régulièrement élus).

Page 4 ligne 18 : On ne peut pas mieux résumer la situation: "Pendant que nous suivions, le nez en l'air, l'envol majestueux de nos idées, on nous faisait les poches, tout simplement." On n'a l'excuse d'avoir été naïf que la première fois. Persister dans l'erreur est soit du masochisme, soit de la complicité. Bien pire, c'est criminel, car le diable qui risque de sortir de la boîte "tous pourris", en chevauchant la crise, va nous faire regretter le bon temps des petits pick-pockets.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse

électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.